Déclaration liminaire CGT Educ'action

FS-SSCT de l'Allier du 18 janvier 2024

Après le vote de la loi immigration largement inspirée du programme du RN, la CGT Éduc'action n'attendait pas grand-chose d'un remaniement ministériel dont l'objectif n'était pas un changement de politique mais une tentative de redonner de l'air à un Président sans majorité et qui en cherche une à droite. Le choix de la nouvelle ministre et du périmètre de son ministère laisse pantois. Les 6 prochains mois de préparation des JO percutent l'agenda de l'Éducation consacré à la mise en œuvre des dangereuses mesures Attal, d'ampleur et improvisées. Si les personnels avaient bien compris que le pilotage politique de leur ministère se faisait maintenant depuis l'Élysée, ils découvrent désormais que la gestion des JO est plus importante que celle d'une Éducation nationale qui craque et peine à recruter. C'est un signal désastreux adressé aux personnels qui tiennent le système à bout de bras et dont les attentes sont fortes en termes de conditions de travail et de rémunération.

Mépris du secteur public, la santé est privée d'un ministère de plein exercice, alors que l'hôpital et plus généralement, l'ensemble du secteur, vit une crise sans précédent depuis des années.

Les symboles politiques sont clairs, le macronisme ne cherche plus à faire semblant d'être *« progressiste »*. Ainsi, après l'ignominie des propos présidentiels sur le cas Depardieu, on ne compte que 4 femmes sur les 11 ministres de plein exercice, aucune dans un ministère régalien, constat qu'on essaie de grossièrement cacher par l'annonce de 3 ministres déléguées auprès du Premier ministre.

Suite à l'assassinat de notre collègue Dominique Bernard, l'état de sidération dans lequel toute la profession a été plongée est l'expression d'une incompréhension mais aussi d'une angoisse quand un ou une des leurs est assassiné sur son lieu de travail en exerçant son métier.

En effet, les collègues ont été plus qu'ébranlé·es par ces évènements et il ne faudrait pas minimiser l'impact qu'ils ont pu avoir sur certains personnels. La demande de temps collectif à la rentrée en témoigne.

Toujours sur la question du climat anxiogène, il faut aussi relater les différentes pressions exercées sur certains personnels enseignants opérées par l'association Parents Vigilants. Les attaques de cette association réactionnaire visent des cours ou activités proposées par des collègues qui ne sont pas du goût de cette association. Les menaces se diffusent sur les

réseaux sociaux, avec même parfois des rassemblements devant les établissements des collègues qui se retrouvent plongé·es dans un sentiment d'insécurité totale. Là encore, cet aspect ne doit pas être minimisé et nous comptons sur notre administration qui doit tout faire pour défendre et protéger les personnels.

Par ailleurs, nous relançons la question des phénomènes climatiques extrêmes qui peuvent avoir un impact sur les conditions de travail des personnels. Entre la canicule de cet été et les inondations qui ont touché certaines régions ces derniers jours, il nous faut mettre en place le calendrier des groupes de travail comme cela avait été convenu notamment sur la question de l'impact thermique sur nos conditions de travail. Nous savons qu'un travail est engagé au niveau ministériel, raison plus pour porter notre pierre à l'édifice. Notre projet s'inscrit totalement dans le **grand plan :** 40 000 écoles rénovées d'ici 2034 via le fond vert. Ce dernier nécessitant une étroite collaboration avec les collectivités. Est-ce que l'Allier a répondu à l'enquête ministérielle qui permettrait d'identifier des priorités travaux ?

En ce qui concerne l'école inclusive nous demandons un bilan spécifique en temps de signalement lié à ces questions qui constituent la grande majorité des fiches SST. Cela devra systématiquement figurer des les DUERP et en conséquence mener à des actions spécifiques de prévention.

Enfin, pour que notre formation spécialisée montre toute son efficacité il nous faut non seulement tenir notre calendrier de visite mais aussi en assurer le suivi pour en vérifier la mise en œuvre des préconisations.

La CGT Éduc'action continuera de lutter contre la politique ultra libérale et réactionnaire de ce gouvernement. C'est pourquoi elle appelle avec la FSU, SUD Education et la FNEC-FP FO l'ensemble des personnels à la grève le 1er février, pour exiger des hausses substantielles de salaire, des créations massives de postes et l'abandon des mesures *« choc des savoirs »* et de la réforme des LP, qui visent à instituer une Éducation nationale à deux vitesses au détriment des classes populaires et de la liberté pédagogique des enseignant·es.